Gouverner les associations par les financements. Trajectoire de recherche

Étoiles montantes de la recherche du Labo ESS - 25 septembre 2025

Thomas Chevallier (UCLouvain – CriDIS / Ceraps)







Parcours de recherche

- Les conditions d'une action civique autonome, critique et inclusive ?
- Thèse : Participation asso dans les quartiers populaires en France et en Allemagne → pointe le rôle majeur des financements
- Projet collectif sur les logiques institutionnelles d'attribution des subventions à Lille (avec J. Talpin, C. Rodrigues, A. Bertron)
- Los Angeles, bourse Fulbright : defund the police, politisation de l'argent public, financement d'alternatives à l'incarcération prises en charges par des associations de quartier
- Aujourd'hui, projet collectif sur l'éducation populaire (dite « permanente ») en Belgique francophone, financement spécifique, contre-exemple par rapport à la France

Contexte et ambition de recherche

- Constat unanime : les financements sont un paramètre central pour comprendre la perte d'autonomie des associations et de l'ESS vis-à-vis des pouvoirs constitués (État et marché)
- Pourtant, jusqu'à récemment, on ne savait pas décrire les logiques de cette « hétéronomisation » des asso, et de la dépolitisation concomitante, que je propose d'aborder par la notion de « neutralisation politique »
- Ouvrir la boite noire des financements, regarder du côté des dispositifs et pratiques de distribution, des interactions et transactions partenariales, et des usages et significations au sein des collectifs

Étudier le rôle central de l'argent dans la détermination de l'action associative

- Modèles socio-économiques : effort théorique de valorisation des ressources non-monétaires (hybridation)... conduisant à en minimiser le rôle déterminant
- L'action associative comme travail au sens anthropologique du terme (comprenant le bénévolat), référence aux travaux de Bernard Friot : le type de contrainte monétaire détermine le type de travail déployé, plus ou moins avilissant ou émancipatoire = régimes de ressources
- Et effort pour aller vers une sociologie de l'argent civique (et donc de l'argent public), des usages et du sens qu'on lui donne dans les asso, qui seront plus ou moins ajustés aux contraintes et attentes institutionnelles
- Méthodes mixtes : ethno, entretiens, analyses stat et comptables

- 1. Le rapport de financement ou les logiques de construction d'une subordination qui ne dit pas son nom
- → Comment s'exerce la contrainte financière ? Comment se transforme-t-elle en influence sur l'action ? (Sociologie, 2022)
- Cas de thèse, asso à Lille, étudiées par ethnographie et analyse comptable, Accès aux données financières des asso
- Une instabilité plutôt qu'une diminution des financements

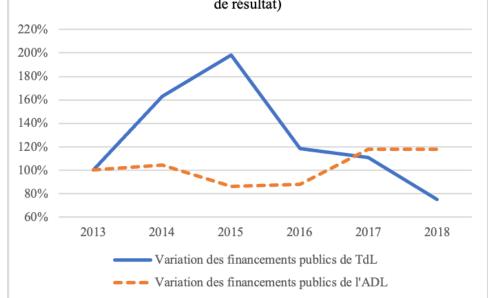
Monographies budgétaires d'associations (1)

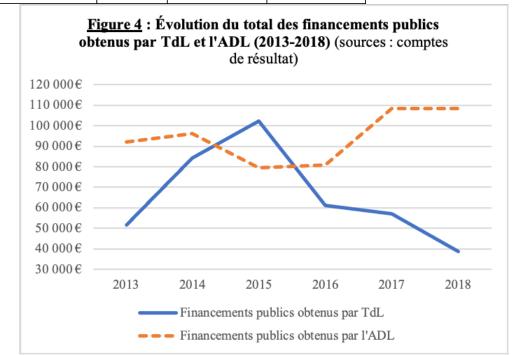
<u>Tableau 3</u>: Origines des financements annuels moyens de TdL et l'ADL

de 2013 à 2018 (sources : comptes de résultats des associations)

	Montant total des finance- ments obtenus	Part des finance- ments publics	Part de l'État	Part de la Ville de Lille	Part du Conseil régional	Part du Conseil départe- mental	Part de la Caf	Part de l'inter- communal ité	Part des fonda- tions et du mécénat
TdL	68 530 €	96%	35%	27%	8%	1%	24%	0%	3%
ADL	123 603 €	76%	11%	37%	2%	18%	0%	8%	24%

<u>Figure 3</u>: Taux de variation des financements publics obtenus par TdL et l'ADL (2013-2018) (sources : comptes de résultat)





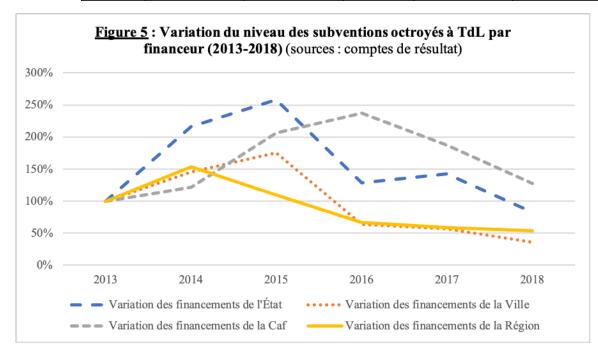
Le rapport de financement ou les logiques de construction d'une subordination qui ne dit pas son nom

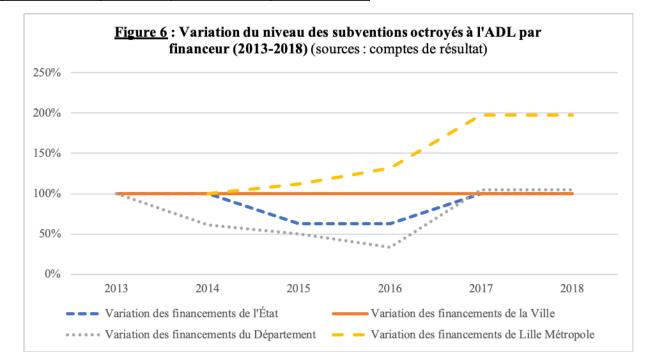
- → Comment s'exerce la contrainte financière ? Comment se transforme-t-elle en influence sur l'action ? (Sociologie, 2022)
- Cas de thèse, étudiés par ethnographie et analyse comptable, Accès aux données financières des asso
- Une instabilité plutôt qu'une diminution des financements
- Une disposition différenciée des institutions à offrir des financements stables

Monographies budgétaires d'associations (2)

<u>Tableau 3</u>: Origines des financements annuels moyens de TdL et l'ADL de 2013 à 2018 (sources : comptes de résultats des associations)

	Montant total des finance- ments obtenus	Part des finance- ments publics	Part de l'État	Part de la Ville de Lille	Part du Conseil régional	Part du Conseil départe- mental	Part de la Caf	Part de l'inter- communal ité	Part des fonda- tions et du mécénat
TdL	68 530 €	96%	35%	27%	8%	1%	24%	0%	3%
ADL	123 603 €	76%	11%	37%	2%	18%	0%	8%	24%





Le rapport de financement ou les logiques de construction d'une subordination qui ne dit pas son nom

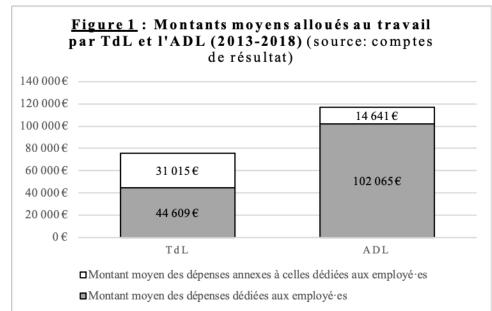
- → Comment s'exerce la contrainte financière ? Comment se transforme-t-elle en influence sur l'action ? (Sociologie, 2022)
- Cas de thèse, étudiés par ethnographie et analyse comptable, Accès aux données financières des asso
- Une instabilité plutôt qu'une diminution des financements
- Une disposition différenciée des institutions à offrir des financements stables
- Des dépenses plus ou moins contraintes selon les types de financements: emplois aidés, tarification à l'activité

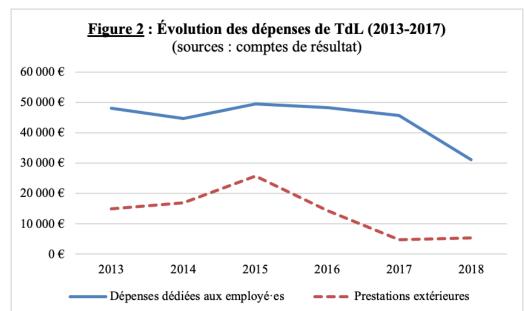
Monographies budgétaires d'associations (3)

Tableau 1 : Évolution de la part des dépenses dédiées aux employé·es à TdL et l'ADL (2013-2017) (sources : comptes de résultat)

	2 : Evolution des dép	penses dédiées au	ıx locaux et aux	prestations	extérieures pa	ar TdL et
_	l'AD]	L (2013-2018) (so	ources : comptes	de résultat)		

			_			TADL (2013-2018) (sources : comples de resultat)								
		TdL			ADL			épenses dédi	ées aux loca	ux	Dépenses dédiées aux prestations extérieure			xtérieures
		Montants			Montants dédiés aux employé·es Coefficient budgétaire	TdL		ADL		TdL		ADL		
	Total des dépenses	dédiés aux employé·es	Coefficient budgétaire	Total des dépenses		Montants	Coefficient budgétaire	Montants	Coefficient budgétaire	Montants	Coefficient budgétaire	Montants	Coefficient budgétaire	
2013	79 648	48 073	60%	138 874	111 640	80%	5 705	7%	866	1%	15 018	19%	2824	2%
2014	91 326	44 777	49%	143 650	120 184	84%	10 529	12%	814	1%	16 887	18%	17650	12%
2015	96 725	49 530	51%	127 529	115 292	90%	8 705	9%	606	0%	25 731	27%	1616	1%
2016	75 002	48 410	65%	100 600	88 602	88%	4 707	6%	558	1%	14 363	19%	2815	3%
2017	62 134	45 762	74%	92 116	86 812	94%	1 197	2%	560	1%	4 789	8%	1498	2%
2018	48 909	31 104	64%	100 169	92 562	92%	1 550	3%	573	1%	5 450	11%	2650	3%
Moyenne	75 624	44 609	60%	117 156	102 515	88%	5 399	7%	663	1%	13 706	18%	4 842	4%





Le rapport de financement ou les logiques de construction d'une subordination qui ne dit pas son nom

- → Comment s'exerce la contrainte financière ? Comment se transforme-t-elle en influence sur l'action ? (Sociologie, 2022)
- Cas de thèse, étudiés par ethnographie et analyse comptable, Accès aux données financières des asso
- Une instabilité plutôt qu'une diminution des financements
- Une disposition différenciée des institutions à offrir des financements stables
- Des dépenses plus ou moins contraintes selon les types de financements: emplois aidés, tarification à l'activité
- L'informalité, la rhétorique de crise budgétaire, l'« accompagnement », la convivialité
- Capacités de résistance et d'autonomisation différenciées selon trajectoires collectives et individuelles

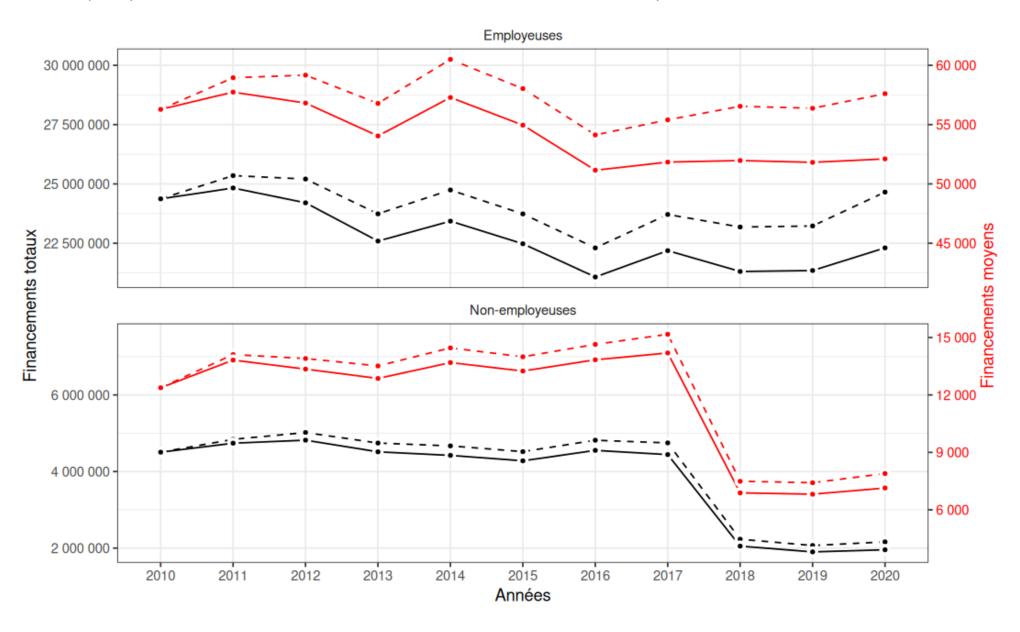
2. En-deçà de la marchandisation, le gouvernement des associations par la subvention

- Étude des logiques d'attribution des subventions, ex de Lille : étude de données budgétaires (2010-20), entretiens (agent·es, élu·es, asso)
- Marchandisation (publique) du monde asso ? Pas orientation vers le marché, mais managérialisation...
- ... mise au service d'une instrumentalisation des asso par l'État, notamment dans un cadre d'austérité néolibérale
- Objectiver les baisses d'enveloppe découlant de l'austérité (€ constants) : -10 millions€ de dotation de l'État ; -10% de total subventions annuelles
- Efforts de rationalisation : concentration (de 800 à 700 asso financées annuellement) -> quelles asso gagnantes et perdantes ?

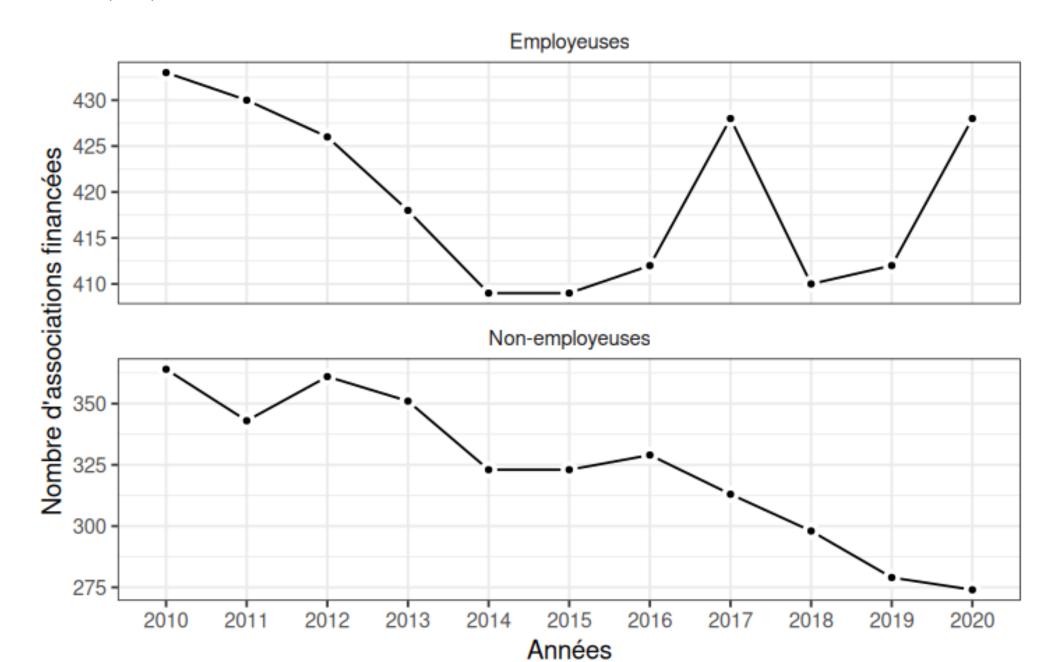
Le gouvernement des associations par la subvention : filialisation et startupisation

- Privilégie les asso employeuses : captent 86% des subventions
- 12% des asso sont financées sur toute la période, et un quart des asso employeuses
- Et sur-représentation des plus anciennes et plus employeuses
- Montants moyens sont fonction de durabilité du partenariat

Graphique 1 : L'évolution des financements totaux et moyens entre 2010 et 2020



Graphique 2 : L'évolution du nombre d'associations subventionnées entre 2010 et 2020



		Associations gestionnaires	Partenaires stables	Petits partenaires	Start-up associatives	Nouveaux partenariats	Fins de partenariats	Ensemble
	n	95	79	176	126	136	265	877
	%	10,8	9	20,1	14,4	15,5	30,2	100
	Médiane du financement annuel moyen (€)	82 499	22 913	5 053	4 641	4 000	3 900	5 358
Montants des financements	Part d'association dont le financement annuel moyen est d'au moins 23 000€ (%)	98,9	49,4	0,6	5,6	5,1	6,8	18,9
	Médiane du « taux de dépendance à la mairie » (%)	35,8	29,9	22,8	20,0	19,6	10,4	30,3
Nambro d'annáce de	Un/deux ans	12,6	22,8	46,0	23,8	15,4	19,6	24,4
Nombre d'années de financement	Entre 3 et 10 ans	0,0	0,0	4,5	76,2	84,6	80,4	49,3
illiancement	Tous les ans	87,4	77,2	49,4	0,0	0,0	0,0	26,3
	Culture	21,3	24,3	28,6	50,9	42,6	27,3	32,5
	Humanitaire, social, santé	30,3	30,0	26,2	16,4	20,1	32,2	26,4
	Sport	13,4	17,2	16,4	6,1	5,4	5,8	9,7
Secteurs d'activité (hors NR)	Enseignement, formation, insertion	14,6	12,9	5,5	6,8	7,8	10,0	9,0
	Défense droits, causes, intérêts	7,9	4,3	10,4	9,5	7,8	6,6	7,9
	Loisirs	5,7	8,6	8,6	7,7	9,3	7,0	7,8
	Activités économiques	6,7	2,8	4,3	2,6	7,0	11,2	6,7
	1 ou 2 salarié∙es	7,8	24,6	39,5	55,8	34,5	31,7	33,6
Nombre de salarié∙es (hors	3 à 9 salarié∙es	33,3	36,9	34,6	28,4	28,3	31	31,8
NR)	10 à 99 salarié∙es	47,8	21,6	17,2	13,8	27,4	27,1	25,2
	100 salarié∙es ou plus	11,1	16,9	8,6	2	9,7	10,3	9,4
Implantation	Nord	100	89,9	91,5	92,1	77,2	74,7	85,1
Implantation	Autre département	0	10,1	8,5	7,9	22,8	25,3	14,9

Au-delà d'un glissement vers une commande publique généralisé, la filialisation ?

- Paysage associatif : entre 2005 à 2023, subvention est passée de 34% à 20%, et « commande publique » de 17% à 29%
- Derrière rhétorique partenariale : « brouillage de la notion de subvention » (Clavagnier, 2013), contractualisation, appels à projet
- Comment penser perte d'autonomie ? Délégation, instrumentalisation, étatisation ?
- Filialisation : relation entre financeur et ses partenaires, formes d'intervention du premier sur les seconds, entre contrôle financier et planification stratégique (Goold et Campbell, 1989)
- Tendance de concentration des financements sur les partenariats stables pendant la période => des formes particulières de filialisation

Associations gestionnaires et paramunicipales : l'exemple des centres sociaux

- « Entreprises associatives gestionnaires » (Hély) : équipements municipaux, organismes de gestion
- Proximité à l'action publique, auxiliaire de l'État-providence, avec « régulation tutélaire » (Enjolras; Laville et Nyssens)

Typologie des trajectoires de partenariat financier (asso employ) (analyse de séquences)		Associations gestionnaires	Partenaires stables	Petits partenaires	Start-up associatives	Nouveaux partenariats	Fins de partenariats	Ensemble
	n	95	79	176	126	136	265	877
	%	10,8	9	20,1	14,4	15,5	30,2	100
	Médiane du financement annuel moyen (€)	82 499	22 913	5 053	4 641	4 000	3 900	5 358
Montants des financements	Part d'association dont le financement annuel moyen est d'au moins 23 000€ (%)	98,9	49,4	0,6	5,6	5,1	6,8	18,9
	Médiane du « taux de dépendance à la mairie » (%)	35,8	29,9	22,8	20,0	19,6	10,4	30,3
	Un/deux ans	12,6	22,8	46,0	23,8	15,4	19,6	24,4
Nombre d'années de financement	Entre 3 et 10 ans	0,0	0,0	4,5	76,2	84,6	80,4	49,3
illiancement	Tous les ans	87,4	77,2	49,4	0,0	0,0	0,0	26,3
	Culture	21,3	24,3	28,6	50,9	42,6	27,3	32,5
	Humanitaire, social, santé	30,3	30,0	26,2	16,4	20,1	32,2	26,4
	Sport	13,4	17,2	16,4	6,1	5,4	5,8	9,7
Secteurs d'activité (hors NR)	Enseignement, formation, insertion	14,6	12,9	5,5	6,8	7,8	10,0	9,0
	Défense droits, causes, intérêts	7,9	4,3	10,4	9,5	7,8	6,6	7,9
	Loisirs	5,7	8,6	8,6	7,7	9,3	7,0	7,8
	Activités économiques	6,7	2,8	4,3	2,6	7,0	11,2	6,7
	1 ou 2 salarié·es	7,8	24,6	39,5	55,8	34,5	31,7	33,6
Nombre de salarié∙es (hors	3 à 9 salarié∙es	33,3	36,9	34,6	28,4	28,3	31	31,8
NR)	10 à 99 salarié∙es	47,8	21,6	17,2	13,8	27,4	27,1	25,2
	100 salarié∙es ou plus	11,1	16,9	8,6	2	9,7	10,3	9,4
Implantation	Nord	100	89,9	91,5	92,1	77,2	74,7	85,1
impiantation	Autre département	0	10,1	8,5	7,9	22,8	25,3	14,9

Associations gestionnaires et paramunicipales : l'exemple des centres sociaux

- « Entreprises associatives gestionnaires » (Hély) : équipements municipaux, organismes de gestion
- Proximité à l'action publique, auxiliaire de l'État-providence, avec « régulation tutélaire » (Enjolras; Laville et Nyssens)
- Centres sociaux et maisons de quartier : 14 structures financées par la Ville, entre 19% et un quart des financements annuels, montants moyens augmentent (365 à 467 millions€), alors que baisse pour autres asso employ
- Municipalité comme 1er financeur (quasi moitié), avant CAF, usager·es et autres financeurs publics

L'exemple des centres sociaux : une interdépendance... asymétrique

- Interdépendance : logique d'investissement dans des équipements, donc dépendance au sentier (ex de projets ANRU)
- Contrôleur de gestion : « on va évidemment la subventionner, tant qu'elle est là, tant qu'elle n'est pas en ruine »
- Mais il faut que l'association se fonde dans le moule, dans les attentes de professionnalisation
- Cas d'une maison de quartier qui a résisté et n'est pas parvenue à obtenir l'agrément CAF : la Ville met fin à son financement et crée sa propre asso

Les associations partenaires : une stabilité en trompe-l'œil

 « Entreprises associatives partenaires » (Hély) : présence de bénévoles, projets autonomes

Typologie des trajectoires de partenariat financier (asso employ) (analyse de séquences)		Associations gestionnaires	Partenaires stables	Petits partenaires	Start-up associatives	Nouveaux partenariats	Fins de partenariats	Ensemble
	n	95	79	176	126	136	265	877
	%	10,8	9	20,1	14,4	15,5	30,2	100
	Médiane du financement annuel moyen (€)	82 499	22 913	5 053	4 641	4 000	3 900	5 358
Montants des financements	Part d'association dont le financement annuel moyen est d'au moins 23 000€ (%)	98,9	49,4	0,6	5,6	5,1	6,8	18,9
	Médiane du « taux de dépendance à la mairie » (%)	35,8	29,9	22,8	20,0	19,6	10,4	30,3
Nombre d'années de	Un/deux ans	12,6	22,8	46,0	23,8	15,4	19,6	24,4
financement	Entre 3 et 10 ans	0,0	0,0	4,5	76,2	84,6	80,4	49,3
mancement	Tous les ans	87,4	77,2	49,4	0,0	0,0	0,0	26,3
	Culture	21,3	24,3	28,6	50,9	42,6	27,3	32,5
	Humanitaire, social, santé	30,3	30,0	26,2	16,4	20,1	32,2	26,4
	Sport	13,4	17,2	16,4	6,1	5,4	5,8	9,7
Secteurs d'activité (hors NR)	Enseignement, formation, insertion	14,6	12,9	5,5	6,8	7,8	10,0	9,0
	Défense droits, causes, intérêts	7,9	4,3	10,4	9,5	7,8	6,6	7,9
	Loisirs	5,7	8,6	8,6	7,7	9,3	7,0	7,8
	Activités économiques	6,7	2,8	4,3	2,6	7,0	11,2	6,7
	1 ou 2 salarié·es	7,8	24,6	39,5	55,8	34,5	31,7	33,6
Nombre de salarié∙es (hors NR)	3 à 9 salarié·es	33,3	36,9	34,6	28,4	28,3	31	31,8
	10 à 99 salarié∙es	47,8	21,6	17,2	13,8	27,4	27,1	25,2
	100 salarié∙es ou plus	11,1	16,9	8,6	2	9,7	10,3	9,4
Implantation	Nord	100	89,9	91,5	92,1	77,2	74,7	85,1
implantation	Autre département	0	10,1	8,5	7,9	22,8	25,3	14,9

Les associations partenaires : une stabilité en trompe-l'œil

- « Entreprises associatives partenaires » (Hély) : présence de bénévoles, projets autonomes
- Forte dépendance à la mairie des mieux financées (même si moindre qu'asso gestionnaires) : entre 30% et 50% des financements obtenus
- Le partenariat n'est pas un long fleuve tranquille, les épreuves se multiplient et s'alourdissent : la Ville cherche à baisser les financements en constatant des résultats insuffisants
- Rationalisation par élimination des petits montants, ex culture : enveloppe globale baisse jusqu'en 2015, puis augmente
- Et contrôle de gestion : ni pas assez, ni trop de réserve, maintenir les asso en tension financière

Filialisation par exercice d'un « contrôle stratégique », niveau d'influence intermédiaire, de plus en plus resserré

Resserrement et transformation des conditions d'insertion dans le champ des partenaires

- Les enveloppes disponibles pour financer des nouveaux partenaires se resserrent = hausse des coûts d'entrée sur le marché des subventions municipales
- Ressources mises en concurrence : capital d'ancrage (territorial et thématique) VS capital managérial et entrepreneurial
- Startupisation associative (Balazard et al.; Felgerolles et al.) : innovation ; lever de fonds pour une croissance exponentielle ; référentiel de « l'impact » ; image de l'entrepreneur ; réseaux de l'entrepreneuriat social
- Mais question de rôle des institutions (promotion capital managérial), et mettre en lumière les trajectoires accidentées découlant de cette conformation aux attentes institutionnelles

		Associations gestionnaires	Partenaires stables	Petits partenaires	Start-up associatives	Nouveaux partenariats	Fins de partenariats	Ensemble
	n	95	79	176	126	136	265	877
	%	10,8	9	20,1	14,4	15,5	30,2	100
	Médiane du financement annuel moyen (€)	82 499	22 913	5 053	4 641	4 000	3 900	5 358
Montants des financements	Part d'association dont le financement annuel moyen est d'au moins 23 000€ (%)	98,9	49,4	0,6	5,6	5,1	6,8	18,9
	Médiane du « taux de dépendance à la mairie » (%)	35,8	29,9	22,8	20,0	19,6	10,4	30,3
Nombre d'années de	Un/deux ans	12,6	22,8	46,0	23,8	15,4	19,6	24,4
financement	Entre 3 et 10 ans	0,0	0,0	4,5	76,2	84,6	80,4	49,3
mancement	Tous les ans	87,4	77,2	49,4	0,0	0,0	0,0	26,3
	Culture	21,3	24,3	28,6	50,9	42,6	27,3	32,5
	Humanitaire, social, santé	30,3	30,0	26,2	16,4	20,1	32,2	26,4
	Sport	13,4	17,2	16,4	6,1	5,4	5,8	9,7
Secteurs d'activité (hors NR)	Enseignement, formation, insertion	14,6	12,9	5,5	6,8	7,8	10,0	9,0
	Défense droits, causes, intérêts	7,9	4,3	10,4	9,5	7,8	6,6	7,9
	Loisirs	5,7	8,6	8,6	7,7	9,3	7,0	7,8
	Activités économiques	6,7	2,8	4,3	2,6	7,0	11,2	6,7
	1 ou 2 salarié·es	7,8	24,6	39,5	55,8	34,5	31,7	33,6
Nombre de salarié·es (hors	3 à 9 salarié∙es	33,3	36,9	34,6	28,4	28,3	31	31,8
NR)	10 à 99 salarié∙es	47,8	21,6	17,2	13,8	27,4	27,1	25,2
	100 salarié∙es ou plus	11,1	16,9	8,6	2	9,7	10,3	9,4
Implantation	Nord	100	89,9	91,5	92,1	77,2	74,7	85,1
Implantation	Autre département	0	10,1	8,5	7,9	22,8	25,3	14,9

Des filiales en herbe? Le coût d'entrée dans le champ des partenaires légitimes

- « startups associatives » : financements dès leur création, un ou deux employé·es, appropriation entrepreneuriale du statut asso (créer son emploi en captant des subventions)
- « nouveaux partenariats » : asso pré-existantes, des start-ups qui ont « pris », implantation à partir d'autres territoires (changement d'échelles)
- Mais instabilité durable de leur financement (selon les projets, et dépendance aux emplois aidés) et financement conditionné à leur disposition à se conformer aux prescriptions institutionnelles
- Ex de l'asso N. en pleine ascension, qui se voit obligée de fusionner son festival d'arts de rue avec le carnaval populaire d'une autre asso du même quartier, jusqu'à conflit avec l'élu, burn-out, pertes de financement en chaine, et liquidation

Conclusion

- La subvention publique est-elle l'instrument d'une marchandisation du monde associatif?
- Derrière « marchandisation publique », une « hétéronomisation » des associations (instrumentalisation) par le biais de logiques marchandes, notamment de la filialisation et de la startupisation, mais aussi bien sûr de la managérialisation des rapports
- Réflexion en termes de champs (Bourdieu) : ces transformations du rapport partenarial tendent à réduire l'autonomie du champ associatif vis-à-vis des champs bureaucratique et politique
- Néolibéralisme : ces derniers, l'État, sont de plus en plus au service du champ économique, gouverné par le capitalisme mondialisé
- Ce qui est en jeu, c'est la (réduction de la) capacité des asso à nourrir une action civique propice à résister à la marchandisation du monde